



(MARCHE POUR LA LIBERTE DE GAZA)

The blockade of Gaza has brought death, destruction, pain and suffering to the people there. The international community must not ignore their cries for help.

— Former US President Jimmy Carter



DOSSIER DE PRESSE

1- Origine de l'initiative

L'initiative de la marche pour la Liberté de Gaza (Gaza Freedom March), revient à une association américaine des Etats-Unis : "Code Pink" (Code Rose). Cette association, que nous ne connaissions pas avant l'agression israélienne sur Gaza, est une association pacifiste qui s'est donnée comme but de lutter contre le racisme, de défendre le droit international : Irak, Afghanistan, Palestine..., le droit des minorités : homosexuels, noirs..., les droits civils... par des actions non-violentes et humanistes.

Quand les associations françaises de soutien au Peuple Palestinien ont eu connaissance de l'initiative de Code Pink, et après avoir vérifié que leurs partenaires palestiniens, plus particulièrement le PCHR (Palestinian Center for Human Rights) et le PNGO (Palestinian Non Governmental Organisation Network) soutenaient cette action, elles ont publié l'appel de Code Pink qui est devenu l'appel de la Coalition Internationale pour mettre fin au siège illégal de Gaza. (voir présentation du Codepink en annexe)

2- Appel pour la marche de la Liberté pour Gaza, 1er janvier 2010 (appel de Code Pink)

Le 1er janvier 2010, nous marcherons aux côtés du peuple de Gaza en une manifestation non violente qui brisera le blocus illégal.

Déclaration de Principes et Objectifs

Amnesty International a appelé le blocus de Gaza « forme de punition collective de la population de Gaza entière, violation flagrante des obligations d'Israël selon la Quatrième Convention de Genève ».

Human Rights Watch a qualifié le blocus de Gaza de « violation grave du droit international ».

L'ancien président US Jimmy Carter a dit que la population de Gaza était traitée « comme des animaux » et a appelé à « la fin du siège de Gaza, » qui prive « un million et demi de personnes des besoins vitaux. »

Une des sommités mondiales sur Gaza, Sara Roy, de l'Université d'Harvard, a dit que la conséquence du siège « est indéniablement une souffrance massive, créée en grande partie par Israël, mais avec la complicité de la communauté internationale, en particulier celle des USA et de l'Union Européenne. »

La loi est claire. La conscience de l'humanité est choquée.

Pourtant, le siège de Gaza continue.

La population de Gaza a exhorté la communauté internationale à aller au-delà des paroles de condamnation.

Il est temps pour nous d'agir !

LA LONGUE MARCHE VERS LA LIBERTE

Pour marquer l'anniversaire des 22 jours d'attaque d'Israël sur Gaza, la Coalition Internationale pour mettre fin au siège illégal de Gaza enverra des contingents des quatre coins du monde à Gaza. Le 1er janvier 2010, nous marcherons aux côtés du peuple de Gaza pour une manifestation non violente qui brisera le blocus illégal.

"GAZA FREEDOM MARCH" Conférence de presse du 17 décembre 2009

La marche s'inspire de décennies de résistance palestinienne non violente issue du soulèvement populaire de masse de la première Intifada aux villageois de Cisjordanie qui résiste actuellement au mur d'annexion israélien voleur de terres.

Elle s'inspire des volontaires internationaux qui se sont tenus aux côtés des agriculteurs palestiniens lors de leurs récoltes, des équipages des navires qui ont défié le blocus de Gaza par la mer, et des chauffeurs des convois qui ont livré l'aide humanitaire à Gaza.

Elle s'inspire du Mahatma Gandhi. Gandhi avait appelé son mouvement « Satyagraha – Étreinte de la vérité ». Nous nous accrochons à la vérité que le siège d'Israël sur Gaza est illégal et inhumain.

Gandhi a dit que la non violence exigeait plus de courage et qu'elle était plus efficace que la violence. Nous voulons prouver la véracité de la conviction de Gandhi par nos actes.

Nous n'avons pas peur, nous ne reviendrons pas en arrière, nous ne laisserons pas mourir Gaza.

Gandhi a dit que la finalité de l'action non violente était d'« accélérer » la conscience de l'humanité. Nous voulons amener l'humanité à ne pas se contenter de déplorer la brutalité israélienne, mais à agir activement pour l'arrêter.

Ceux d'entre nous qui habitent aux États-Unis s'inspirent également de notre Mouvement pour les Droits Civils.

Si Israël dévalue la vie des Palestiniens, alors - exactement comme les blancs nordistes sont descendus vers le sud pendant l'été de la Liberté – nous devons tant servir de boucliers humains pour protéger les Palestiniens de la brutalité israélienne que porter personnellement témoignage de l'inhumanité à laquelle les Palestiniens sont confrontés quotidiennement.

Si Israël défie le droit international, alors – exactement comme les commissaires fédéraux furent envoyés pour faire appliquer la loi de la terre contre les shérifs sudistes racistes – nous devons envoyer des commissaires non violents des quatre coins du monde pour faire appliquer la loi de la communauté internationale à Gaza.

Nous ne prenons pas partie dans la politique intérieure palestinienne. Nous sommes du côté du droit international et de la décence humaine fondamentale.

Nous concevons cette marche comme un autre maillon de la chaîne de résistance non violente au mépris flagrant du droit international par Israël.

Le siège est illégal.

Le mur est illégal.

Les colonies et les démolitions de maison sont illégales.

Les bouclages et les couvre-feux sont illégaux.

Les barrages routiers et les checkpoints sont illégaux.

La détention et la torture sont illégales.

La vérité est que si le droit international était appliqué, l'occupation ne serait pas viable.

Cette marche ne peut réussir que si elle éveille la conscience de l'humanité.

Si nos rangs rejoignent la population de Gaza dans la marche pour la liberté, et que des millions d'autres, partout dans le monde, suivent la marche sur Internet, nous pouvons briser le siège sans qu'une goutte de sang ne soit versée.

Si le monde entier nous regarde, Israël ne pourra pas nous arrêter. S'il vous plaît, rejoignez-nous.

3- Déroulement

Il y aura deux marches, l'une partant d'Egypte et l'autre partant d'Israël ; elles chercheront à converger et fusionner symboliquement, car nous savons qu'en aucun cas Israël ne leur permettra de se rejoindre. Elles voudront signifier que Cisjordanie et Gaza sont un même pays et un même peuple et que la continuité entre ces deux parties sont indispensables pour que l'Etat de Palestine soit viable.

A- Marche côté égyptien

Cette marche rassemble le plus grand nombre de citoyens du monde entier. Les marcheurs arriveront au Caire entre le 20 et le 27 décembre pour la très grande majorité et repartiront à partir du 3 janvier.

Programme de la marche :

- . dimanche 27 décembre : réunion d'orientation au Caire
- . lundi 28 décembre : départ du Caire pour Al-Arish – nuit à Al-Arish
- . mardi 29 décembre : entrée à Gaza par la frontière de Rafah
- . mercredi 30 décembre : visite des zones les plus dévastées pendant l'invasion israélienne
- . jeudi 31 décembre : marche d'1 mile pour la liberté.
- . vendredi 1er janvier : rencontre avec les organisations civiques et les dirigeants des communautés
- . samedi 2 janvier : retour au Caire.

B- Marche côté israélien

- . Rencontres avec les anticolonialistes israéliens et les palestiniens d'Israël
- . Actions communes de soutien aux gazaouis
- . vendredi 1er janvier : Marche de Jérusalem vers Erez (Beit Hanoun)

4- Les lyonnaises et lyonnais dans la Marche

32 lyonnaises et lyonnais se rendront à Gaza depuis l'Egypte
6 autres participeront à la marche avec les israéliens.

Expression des marcheurs avec leurs propres mots sur leurs motivations

"GAZA FREEDOM MARCH" Conférence de presse du 17 décembre 2009

Annexe 1

Gaza est une bande de terre étroite de 365km² (40km de long, 8 à 10km de large) peuplée de 1,5 million d'habitant, soit une densité moyenne supérieure à 4 000 habitants/km², l'une des plus élevée au monde.



"GAZA FREEDOM MARCH" Conférence de presse du 17 décembre 2009

- Note 1 : au Nord, Erez, point de passage très restreint pour les diplomates, internationaux et un nombre très limité de malades (passage garanti pourtant dans les accords d'Oslo vers la Cisjordanie, mais jamais appliqué).
- Note 2 : à l'Ouest, port de Gaza toujours en projet, toujours interdit par Israël malgré les accords. Accès limité par Israël à 400m. en mer pour les pêcheurs.
- Note 3 : à l'Est, point de passage de Karmi, principal terminal pour les marchandises, aujourd'hui fermé (sauf quelques tonnes de fourrage et de céréales).
Tout au long de la frontière avec Israël, zone tampon de 500m. à 1km (au lieu de 50m. selon les accords), interdisant toute culture et présence humaine.
- Note 4 : au centre de la bande de Gaza, centrale électrique, en partie détruite en décembre 2008, fonctionnement limité en raison du blocus israélien sur le fioul.
- Note 15 : au Sud, Rafah, le seul point de passage avec le monde extérieur pour les Palestiniens de Gaza, selon le bon vouloir d'Israël et de l'Egypte.
Tout le long de la frontière avec l'Egypte, plus de 1 000 tunnels, au grand jour coté palestinien, dispositifs très précaires d'approvisionnement de survie.
- Note 6 : tout au Sud, aéroport construit après les accords d'Oslo, financé par l'Europe, détruit par l'armée israélienne en 2001 et jamais reconstruit.
- Note 7 : à côté de l'aéroport, point de passage de Karem Shalom : terminal de faible capacité, le seul aujourd'hui pour l'aide humanitaire.

"GAZA FREEDOM MARCH" Conférence de presse du 17 décembre 2009

Annexe 2 : Position de l'Europe sur la situation à Gaza

Conclusions du Conseil des ministres des Affaires Etrangères de l'UE
(publié le dimanche 13 décembre 2009)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

2 985ème session du Conseil Affaires étrangères

Bruxelles, le 8 décembre 2009

Président Carl BILDT

Ministre des affaires étrangères de la Suède

VERSION PROVISOIRE 8.XII.2009

(...) PROCHE ORIENT - Conclusions du Conseil

Le Conseil a examiné la situation au Proche-Orient, et en particulier l'impasse dans laquelle se trouve actuellement le processus de paix. Il a adopté les conclusions suivantes :

Le neuvième point :

Gravement préoccupé par la situation à Gaza, le Conseil demande instamment que soit intégralement mise en œuvre la résolution 1 860 du Conseil de sécurité des Nations unies et appelle au plein respect du droit humanitaire international.

Dans ce contexte, le maintien du bouclage est inacceptable et contre-productif du point de vue politique. Il a eu un impact dévastateur sur l'économie du secteur privé et a dégradé l'environnement naturel, notamment l'eau et d'autres ressources naturelles.

L'UE renouvelle ses appels en faveur de l'ouverture immédiate, durable et sans condition de points de passage pour que l'aide humanitaire puisse parvenir à Gaza et que les marchandises et les personnes puissent y entrer et en sortir.

Dans ce contexte, le Conseil demande l'application intégrale de l'accord sur les déplacements et l'accès. Si la situation actuelle est susceptible de profiter aux extrémistes, la population civile, dont la moitié a moins de dix-huit ans, souffre quant à elle. Pleinement conscient des besoins légitimes d'Israël en matière de sécurité, le Conseil continue de demander la cessation complète de toutes les violences et de l'introduction en fraude d'armes à Gaza. Il demande aux ravisseurs du soldat israélien Gilad Shalit de libérer ce dernier sans délai.

"GAZA FREEDOM MARCH" Conférence de presse du 17 décembre 2009

Annexe 3 : Partenaires de la Marche

En PALESTINE :

- **PNGO** (Palestinian Non Governmental Organisation Network) <http://www.pngo.net/>
PNGO a reçu le 10 décembre 2009 le Prix des droits de l'Homme de la République française 2009 par Bernard Kouchner, Ministre des Affaires Etrangères. ONG primée pour sa lutte en faveur de la liberté d'expression, PNGO est un réseau des ONG Palestiniennes, créé à l'issue du processus d'Oslo. Elle regroupe en son sein plus d'une centaine d'ONG palestiniennes. Son projet « Campagne nationale pour la défense des libertés publiques et des droits de l'homme et pour la restauration de l'Unité nationale en Palestine » s'attache à reconstruire une unité nationale dans les territoires occupés, qui fait cruellement défaut actuellement. L'ONG, dirigée par Rania Shehabi, tente de résorber les difficultés liées à un territoire désormais divisé en deux blocs, où le dialogue peine à s'établir. En élargissant l'espace d'expression de la société civile, PNGO souhaite faire des Palestiniens dans leur ensemble, vivant notamment en Cisjordanie, à Gaza, en Israël, en Jordanie, dans des camps de réfugiés, un acteur majeur du processus de développement démocratique. Son projet vise au rapprochement des partis politiques actuels, afin d'oeuvrer conjointement et pacifiquement à l'aboutissement du processus de paix

- **PCHR** (Palestinian Center For Human Righth) <http://www.pchrgaza.org/>
Le Centre Palestinien pour les Droits de l'Homme est une société sans but lucratif, dédié à la protection des droits de l'homme, la promotion de la primauté du droit et du respect des principes démocratiques dans le Territoire palestinien occupé (TPO). Elle est dotée du statut consultatif spécial auprès du [Conseil économique et social](#) (ECOSOC) de l'Organisation des Nations et est une filiale de la [Commission internationale de juristes](#), la [Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme](#) (FIDH) et [l'Euro-méditerranéen des droits de l'homme de réseau](#). Le CPDH a été récipiendaire en 1996 du Prix de la République française pour les droits de l'homme.

- **BDSMovement** (Mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions) <http://www.bdsmovement.net>
BDSMovement.net est né de la nécessité d'offrir à tous les mouvements intéressés et actifs dans le Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) un espace partagé d'information, d'analyse, d'échange d'idées et d'expériences. Ce site est supervisé par le Comité directeur de la [BDS Comité national palestinien](#) et a été adopté comme un outil de l'ICNP (Réseau international de coordination sur la Palestine) pour soutenir les efforts de réseautage et de coordination. Depuis l'appel palestinien unifié pour BDS, lancé en Juillet 2005, des initiatives BDS se multiplient partout dans le monde. Construire et renforcer un mouvement mondial BDS est devenu un des principaux objectifs pour les nombreuses personnes impliquées dans le travail de solidarité d'aujourd'hui pour la Palestine. Ainsi que la croissance des diverses actions sur le terrain, un nombre croissant de sites Web reprennent cette question. Ce site vise à donner une vue d'ensemble des appels palestiniens pour BDS, la myriade d'initiatives locales et les ressources en ligne, des informations générales et analyses pour informer et guider les visiteurs et les militants.

En ISRAËL:

- **AIC** (Alternative Information Center for Human Right) <http://www.alternativenews.org/>
The Alternative Information Center (AIC) est une organisation militante israélienne progressiste et mixte, orientée vers l'international. Il est engagé dans la diffusion de l'information, le plaidoyer politique, l'activisme de la base et l'analyse critique des sociétés palestiniennes et israéliennes, ainsi que le conflit israélo-palestinien. L'AIC s'efforce de promouvoir le plein emploi, les relations sociales, économiques, politiques et l'égalité entre les sexes, la liberté et la démocratie et rejette la philosophie (idéologie et la praxis) de la séparation. La tâche régionale la plus urgente est de

"GAZA FREEDOM MARCH" Conférence de presse du 17 décembre 2009

trouver une solution juste au conflit colonial en Palestine, vieux d'un siècle, et de confronter l'occupation israélienne en cours au sein de son régime-cadre international. La méthode AIC d'action se développe à partir la conscience que la lutte locale doit se situer dans le cadre de la lutte pour la justice mondiale.

- **Anarchistes Contre le mur** <http://www.awalls.org/>

Le collectif **Anarchists Against the Wall** (en français, « Anarchistes contre le Mur »), est une organisation israélienne créée en [2003](#). Ce groupe non-violent milite contre la construction du mur séparant les territoires palestiniens de l'État d'[Israël](#) dans toute la [Cisjordanie](#)

- **Coalition des Palestiniens d'Israël** (Ittijah)

La coalition des palestiniens d'Israël est un réseau d'organisations communautaires non-gouvernementales pour les Palestiniens en Israël. Elle a pour objet de renforcer et de réhabiliter les citoyens arabes palestiniens d'Israël par la promotion du développement de la société civile palestinienne et prône le changement politique, économique et social.

- **Centre d'information pour les droits humains dans les territoires occupés** (B'tselem)

Créé en 1989 par des éminents académiciens, juristes, journalistes et membres du parlement, il dénonce les violations des droits humains dans les territoires occupés.

<http://www.btselem.org/English/>

A l'international :

- **Code Pink** <http://www.gazafreedommarch.org/>

CODEPINK est née du désir désespéré d'un groupe de femmes américaines pour arrêter l'administration Bush dans son projet d'envahir l'Irak. Le CODEPINK joue sur la couleur (jaune, orange, rouge) des codes de l'administration Bush pour les alertes de sécurité intérieure qui signalent les menaces terroristes. Alors que les couleurs des codes d'alerte de Bush sont basées sur la peur et sont utilisées pour justifier la violence, l'alerte Code **Pink** est un appel joyeux pour les femmes et les hommes à «la paix des salaires ». CODEPINK s'emploie à mettre fin aux guerres en Irak et en Afghanistan, à arrêter les guerres nouvelles, pour réorienter les ressources des USA en soins de santé, d'éducation, d'emplois verts, etc. CODEPINK rejette toute politique étrangère fondée sur la domination et l'agression, et demande au contraire des politiques basées sur la diplomatie, la compassion et un attachement au droit international. En mettant l'accent sur la joie et l'humour, les femmes et les hommes CODEPINK cherchent à activer, amplifier et inspirer une communauté d'artisans de la paix à travers des campagnes créatives et un engagement de non-violence. CODEPINK est devenu un réseau mondial de femmes et d'hommes déterminés à travailler pour la paix et la justice sociale.

- **ECCP** (Coordination des Comités Européen pour la Palestine)

La coordination des ONG sur la question de la Palestine a commencé en 1983 lorsque les Nations-Unies ont appelé à Genève la Conférence internationale sur la question de Palestine à la suite des résolutions de l'Assemblée générale 36/120 C du 10/12/1981 et 37/86 du 10.12.1982. Un grand nombre d'ONG ont assisté à cette Conférence en tant qu'observateurs officiels. Cela a conduit la 95e séance plénière de l'Assemblée Générale de l'ONU à recommander au Comité des Nations-Unies sur les droits inaliénables du peuple palestinien "*de multiplier les contacts avec les organisations non gouvernementales dans différentes régions afin de mieux faire connaître les faits liés à la Palestine*". En 1986, l'ECCP, comprenant quelque 300 ONG européennes, a acquis sa propre structure autonome et a depuis lors été impliquée avec les deux comités de l'ONU et le CIPC. Afin d'être au cœur de la Communauté européenne politique, administration et processus décisionnel, l'ECCP a son siège à Bruxelles et a été enregistré comme une association de droit belge.